

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRÈS BOURSE
 QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0	81 10	» 05 »
3 0/0 amortiss. .	82 60	» 15 »
4 1/2 0/0 1883 .	110 30	» 10 »
Cons. anglais . .	99 11/16	» 2/16
Italie	97 70	» 15 »
Flor. autric. (or).	89 »	7/16 »
Esp. Extér. nouv.	50 1/2	1/8 »
Egyptien 6 0/0 .	328 75	» 20 »
Ch. Egyptiens . .	440 »	2 50 »
Turc 4 0/0 (nouv.)	16 70	» 05 »
Banque ottomane	552 50	2 50 »

L'échéance du 30 JUIN étant l'une des plus considérables de l'année, nous prions ceux de nos lecteurs dont l'abonnement est expiré à cette date de vouloir bien le renouveler le plus tôt possible, afin d'éviter tout retard dans la réception du journal.

PARIS, 2 JUILLET

DERNIÈRES NOUVELLES

INTÉRIEUR

On nous assure que la commission de l'emprunt de la Ville va déposer prochainement son rapport.

Cette question pourra donc venir en discussion avant la séparation du conseil municipal de Paris.

Le conseil municipal d'Angers a repoussé à l'unanimité moins une voix une proposition tendant à appeler désormais l'avenue du Mail, « avenue Victor-Hugo ».

Marseille, 4 juillet.

Une séance orageuse a eu lieu hier soir au conseil municipal.

M. Rech, combattant le projet de révision des taxes de l'octroi, a accusé l'administration d'avoir nommé dans un service municipal un employé rédacteur d'un journal inspiré par l'administration, qui attaque les conseillers.

Le maire a ri le fait.

M. Rech a soutenu l'exactitude de son accusation, en ajoutant que le maire avait menacé certains conseillers de les faire attaquer.

Le maire a protesté.

Tous les conseillers se sont levés et un tumulte indescriptible s'est produit.

Sur la demande de plusieurs membres, le maire a levé la séance.

A ce moment, M. Lapeyre, adjoint, prenant la parole, a déclaré que le conseil donnait un spectacle indigne de la ville de Marseille.

« Le conseil, a-t-il dit, n'est pas digne de représenter ses électeurs ; ce qui se passe est écœurant, scandaleux. »

Ces paroles ont été accueillies par les applaudissements des conseillers et du public. Les conseillers se sont retirés.

Deux conseillers, MM. Gras et Boyer, considérant la situation comme impossible, ont convoqué leurs électeurs pour dimanche.

Le maire, ne voulant pas rester sous le coup des accusations de M. Rech, a chargé deux adjoints, MM. Dublan et Gatta, d'aller de demander à M. Rech une rétractation ou une réparation par les armes.

EXTÉRIEUR

Zurich, 3 juillet.

Pendant les exercices de tir d'une batterie de 37, un obus a éclaté. Trois canonniers ont été tués, un quatrième a été blessé.

Berlin, 3 juillet.

On dément ici que la France ait fait des propositions relatives à la neutralisation du canal de Suez. Le cabinet de Berlin a simple, ment reçu, selon l'usage, le résultat des travaux de la commission qui a siégé à Paris. La circulaire française ne contient aucune vue spéciale sur la suite à donner. Cette transmission a été considérée comme de pure forme et ne devant pas entraîner de pourparlers immédiats. On suppose que les puissances attendront que le nouveau ministre anglais ait eu le temps de faire connaître ses intentions.

Berlin, 3 juillet.

Le prince de Bismarck a terminé sa cure à Kissingen. Il est arrivé cette nuit à Berlin.

Ems, 3 juillet.

L'empereur d'Allemagne a reçu, à onze heures, la visite de son petit-fils, le prince Guillaume, qui est parti par le train de midi pour Coblenz, où se trouve l'impératrice.

INFORMATIONS

M. Foncher de Careil, ambassadeur de France à Vienne, a été reçu hier par le ministre des affaires étrangères.

Sans vouloir épiloguer, il est permis de remarquer que ce diplomate est plus souvent en France qu'à son poste.

Pour venir en aide à nos soldats malades ou blessés à l'armée, le conseil de France à Yokohama, M. de Lalande, a fondé, dans cette ville, au mois d'avril dernier, un hôpital exclusivement destiné à nos braves troupes.

L'établissement, dirigé par un médecin français, a rendu de réels services : une centaine de soldats y ont été soignés avec tant de zèle et de dévouement que presque tous sont revenus à la santé.

Nos compatriotes fixés à Yokohama ont prêté leur concours le plus actif à cette œuvre.

tion qui fait le plus grand honneur à l'initiative de notre consul.

On se rappelle qu'il fut un moment question du prochain retour en France de M. Thomson, gouverneur général civil de la Cochinchine. Au moment de l'avènement du nouveau ministère, ce bruit fut tellement accrédité que tout le monde était persuadé que le général Béguin, commandant supérieur des troupes dans notre colonie, allait être provisoirement désigné comme gouverneur, en attendant qu'un successeur pût être donné à l'inévitable Thomson.

Eh bien ! il paraît qu'un revirement complet s'est produit à ce sujet.

Grâce à de hautes influences parlementaires — vous les devinez — l'illustre Thomson conserve l'administration supérieure de la Cochinchine, et, s'il revient au mois de septembre ou au mois d'octobre faire un tour en France, c'est simplement pour soigner sa santé quelque peu atteinte par le climat torride de notre colonie.

LA DATE DES ÉLECTIONS

Les officieux annoncent que le gouvernement attendra, pour s'occuper de la date des élections, que la discussion du budget soit terminée.

Deux dates sont mises en avant : le 16 août et le 26 septembre.

Dans le cas où la date du 16 août serait choisie, il faudrait que le décret de convocation des électeurs parût au plus tard le 25 juillet.

Les Listes de conciliation

Nous signalions, il y a deux jours, une lettre très intéressante publiée par l'*Echo de la Dordogne*, relativement à la composition des listes de candidats conservateurs. L'équité exige évidemment que le nombre des candidats soit, pour chaque parti, en proportion du nombre des électeurs, et, puisque, dans la Dordogne, les bouapartistes ont réuni aux dernières élections 37 212 voix, quand les royalistes n'en ont eu que 8 979, il en résulte que ces derniers n'ont droit qu'à deux candidats au maximum sur huit, les impérialistes ayant six candidats.

Or, aujourd'hui, on nous communique une liste de conciliation pour le département de la Nièvre. Cette liste a été donnée, il y a quelques jours, par un journal local, et elle est ainsi composée :

MM. le comte d'Espèuille, le comte Le Pelletier d'Aunay, R. de Bouleyre, MM. le comte de Bouillé et de Savigny.

Au premier coup d'œil, cette liste semble de nature à satisfaire tout le monde.

Elle ne peut, dans tous les cas, que plaire aux royalistes, et nous ignorons si elle atteint leurs espérances ; mais il est certain, dans tous les cas, qu'elle dépasse leurs droits, et qu'ils obtiennent de leurs alliés plus qu'ils ne pouvaient demander.

Si, en effet, on applique à la Nièvre la très loyale méthode proposée pour la Dordogne, on verra que, sur cinq candidats niervais, en attribuer deux aux royalistes est leur faire la part bien large, si l'on se place au point de vue de l'opinion du pays.

Mais on nous dit que la liste dont il s'agit est bien accueillie dans le département, et qu'elle est considérée comme réunissant les meilleures chances de succès.

Du moment qu'il en est ainsi, nous ne saurions trop approuver cette liste, et nous louons nos amis de la Nièvre d'avoir, dans cette circonstance, un esprit de conciliation qui les détermine à se contenter de trois candidatures sur cinq.

Notre conclusion est que l'on doit savoir, à l'occasion, faire des sacrifices ; mais encore ne faut-il pas aller trop loin dans cette voie, et nous estimons que les impérialistes de la Nièvre poussent la générosité et l'abnégation aussi loin qu'il est possible de le faire, ce dont nous les approuvons.

Sans vouloir en tirer vanité plus qu'il ne faut, nous continuerons d'enregistrer avec une vive satisfaction les succès partiels que nos amis les conservateurs remportent devant les électeurs.

C'est ainsi que, dimanche dernier, des élections municipales avaient lieu à Saubrigues (Dordogne), le précédent scrutin ayant été annulé par le conseil d'Etat. Les conservateurs ont remporté une victoire partielle qui est l'augure d'un succès futur. Quatre candidats conservateurs, MM. Joseph Laralde, Louis de Peyrecave, Ernest Dubosc et Dacourau sont élus sur les douze qu'il y avait à nommer. Il y a un ballottage.

Jusqu'à ce jour l'entrée du conseil avait été fermée aux conservateurs.

La municipalité républicaine de Sorgès, arrondissement de Périgueux, avait été remplacée, aux dernières élections, par un conseil presque entièrement conservateur. Les élections furent annulées par les tribunaux administratifs, et les républicains de triompher. Le résultat des élections de dimanche a mis fin à leur joie. Sur 630 électeurs inscrits, 533 ont voté : la liste républicaine a obtenu 200 voix et la liste conservatrice passe tout entière avec 333 suffrages. La majorité conservatrice avait été de quatre-vingts voix il y a un an ; elle est aujourd'hui de cent trente-trois. Ce résultat, bien que depuis longtemps prévu, a littéralement atterré les républicains.

Le Tarn, on s'occupe beaucoup du scandale auquel a donné lieu l'élection de M. Bez, pour le canton de Lacaze.

Le *Nouveliste du Tarn* a reçu à ce sujet des informations précises. Comme il était facile de le prévoir, les irrégularités ont été nombreuses. C'est la fraude que M. Auguste Bez doit son succès apparent. Le conseil d'Etat sera saisi d'une demande en annulation. Les bulletins doubles ont fait merveille ; la sous-préfecture en avoue trente-trois, mais il est probable que ce chiffre n'est pas définitif.

A M. LE PRÉSIDENT GRÉVY
 A PROPOS
 DU DROIT DE GRACE

Je ne sais si la voix de l'opinion publique arrive jusqu'à vous.

Trop souvent les chefs d'Etat vivent dans une atmosphère opaque, ne permettant pas à leurs regards de s'étendre bien loin : ils sont un peu comme l'acteur sur le théâtre, qui, le rideau baissé, ne perçoit que très vaguement le bruit et les appréciations de la foule.

Le véritable souverain intelligent, empereur, roi ou président de la République, tient, au contraire, à ce que la toile soit perpétuellement levée, pour se tenir en constante communication d'idées avec la partie saine et éclairée de la nation : il écoute, il regarde, il tâche de juger par lui-même, sans trop se fier aux conseillers ou courtisans, qui ont intérêt à le tromper ou qui se trompent eux-mêmes.

Sur certaines questions, monsieur le président, vos investigations personnelles, les renseignements que vous avez recueillis, peuvent être exacts et servir utilement de règle à votre conduite ; mais, permettez-moi de vous le dire, il est un point très important au sujet duquel vous faites absolument fausse route : vous abusez du droit de grâce !

Vous êtes un juriconsulte et, par conséquent, il serait superflu de vous rappeler l'origine de ce droit et les principes qui doivent en régler l'application. Mais, peut-être, il n'est pas sans utilité de les mettre rapidement sous les yeux d'un public moins bien informé. Il pourra ainsi mieux décider si, trop souvent, vous n'abusez pas, au détriment des honnêtes gens, d'un droit régulier.

Certains criminalistes des plus distingués, Becarria, Filangieri, Bentham, ont été jusqu'à nier l'utilité du droit de grâce : « Si la peine est nécessaire, disaient-ils, on ne doit pas la remettre, si elle est inutile, on ne doit pas la prononcer ».

Cette opinion absolue n'est pas soutenable : elle ne fait la part ni de l'erreur que le juge peut commettre, ni de la sévérité trop grande du châtiment, ni surtout du repentir et de la bonne conduite du condamné après la condamnation.

Mais l'abus de la grâce présente de non moins graves inconvénients.

Elle met le chef de l'Etat en opposition avec les représentants de la justice, magistrats ou jurés, et l'on sait, par certains verdicts scandaleux récemment rendus, si ces derniers ne sont pas malheureusement trop enclins à une déplorable indulgence !

De plus, elle énerve la loi et tend même à l'abolir implicitement ; car, en faisant grâce de la vie à d'odieux assassins, le chef de l'Etat outre-passe ses droits : il supprime de son autorité privée la peine de mort.

Montesquieu a dit : « que la clémence » est la qualité distinctive des monarques ; mais qu'elle est moins nécessaire dans les républiques qu'on a les vertus pour principes ! Voilà une théorie que l'illustre président repudierait vite, s'il était revenu en ce monde depuis quatorze ans, et même en l'an de grâce 1885 !

Néanmoins, sous le régime républicain, les grâces devraient être plus rares ; le président n'est pas aujourd'hui ce qu'était autrefois le roi : le représentant de Dieu sur la terre, le dispensateur de la clémence ; la popularité légitime, sévère, la seule dont il doit se montrer jaloux, est celle qui résulte pour lui du soin qu'il apporte à veiller intelligemment à la sécurité des citoyens qui l'ont investi souverainement de la suprême magistrature.

Or, depuis le 30 janvier 1879, jour de votre nomination à la présidence, combien de fois n'avez-vous pas étonné, scandalisé même, on peut le dire, l'opinion publique, par des grâces que ne justifiaient ni les antécédents des condamnés, ni l'énormité de leur crime !

Je ne veux citer aucun exemple spécial : ceux qui survivent et qui subissent encore leur peine ; ceux qu'on frappés des sévérités dernières de la loi ont payé leur dette à la société, et ils ont, les uns comme les autres, droit à ce que le silence se fasse autour de leur nom. Mais par quelle stupéfaction profonde fut parfois accueillie votre mansuétude ! Quel démenti donné par vous à cette inscription placée autrefois sur la porte de la cour d'assises de notre vieux palais de justice, devant laquelle M. Grévy a passé tant de fois !

« Ici, le tribunal prononce contre les » crimes des peines vengeresses. — C'est » ici que la terreur frappe le coupable, » c'est ici que les citoyens trouvent la » sécurité ! »

En cela, comme en beaucoup de choses, la République a pris le contrepied des traditions séculaires ; et, loin de lutter, comme vous le deviez, contre de déplorable tendances, vous avez, au contraire, contribué à en élargir la portée.

Il suffit de lire les journaux pour être effrayé par le nombre croissant des tentatives commises en province et à Paris surtout contre les propriétés et les personnes ! Vous ne sortez pas le soir, monsieur le président, ou, si vous sortez, c'est

dans une bonne voiture, dont la marche se fait sous l'œil vigilant de la police, ce dont je ne vous blâme pas ; mais ceux qui, moins heureux que vous, sont obligés de regagner leur domicile, assez tard et à pied, en traversant des quartiers excentriques, tout en se munissant d'armes défensives, ne sont pas toujours sûrs de rentrer chez eux sains et saufs !

Cet état social est-il admissible ! Et s'il est un des nombreux bienfaits des institutions nouvelles, que l'Europe a raison de ne pas nous envier, hâtons-nous de revenir à nos anciens tyrans, sous le règne desquels la voie publique jouissait, sauf de rares exceptions, d'une grande sécurité !

Franchement, si le chef du pouvoir exécutif se montrait plus justement sévère, M. le président Grévy ne serait peut-être plus désigné par messieurs les habitués des prisons ou des maisons centrales, sous le sobriquet de *Père la Grâce*.

Si vous êtes partisan de l'abolition de la peine de mort, rappelez-vous que les contrées voisines, la Suisse par exemple, après l'avoir abolie, ont été obligées de la rétablir. N'oubliez pas le célèbre aphorisme d'Alphonse Karr : « Supprimons la peine de mort, mais que messieurs les assassins commencent ! »

Cette mansuétude pour les coquins est une épreuve pour les honnêtes gens, et la sévérité des peines est la seule chose qui puisse retenir les organisations dans lesquelles tout autre sentiment que la crainte du châtiment est éteint.

En voulez-vous une preuve évidente ? Il y a quelques années, Londres était infesté, dès que la nuit arrivait, par des égarés. Pendant qu'un voleur jetait un *lasso* au cou de la victime choisie, deux complices la dévalisaient.

Les condamnations n'arrêtaient pas le mal, lorsque le Parlement fut l'idée d'édicter que chaque condamné pour ce fait recevrait un certain nombre de coups de fouet, dit « chat à neuf queues », proportionnés à ses antécédents et à sa criminalité.

C'est horrible, diront nos philanthropes, qu'un peuple chrétien et civilisé ait recours à de pareils moyens ! La meilleure preuve qu'il était pratique et très efficace, c'est que les égarés, justement effrayés de payer ainsi de leur personne, renoncèrent par enchantement à leur aimable industrie l'on vit circuler le soir, à Londres, sans la malchance de les rencontrer.

Si tous nos rochers de barrières, tous nos récidivistes qui infestent Paris, qui jouent si facilement du couteau et pour lesquels l'existence d'un honnête homme compte si peu, avaient un pareil traitement leur est réservé, ils modifieraient à notre grand profit leurs habitudes ; la crainte deviendrait le commencement de leur sagesse.

Mais l'exemple de l'Angleterre ne sera pas suivi et on continuera à s'apitoyer sur le sort de nos condamnés, comme s'il n'était pas possible de concilier deux modes d'action : mansuétude, bienveillance pour ceux qui veulent revenir au bien ; sévérité draconienne pour ceux qui sont incorrigibles.

Nous avons malheureusement dans notre pays beaucoup de Prudhommes politiques et judiciaires : hommes chausés, un peu obèses, portant leur tête comme un saint-sacrement, avec lunettes ou sans lunettes ; on les dit austères (ce qui n'est pas toujours vrai) : ce sont des médiocrités ne portant ombre à personne ; aussi on les admire, on les choye, on les pousse, et les plus hautes destinées leur sont souvent réservées. Ceux-là rêvent en politique, le régime parlementaire dans sa plus grande étendue ; en matière judiciaire, la plus grande indulgence ; il faut donner aux condamnés une existence bien plus douce, que celle d'honnêtes ouvriers, pères de famille, et les ramener par les sentiments !

Dieu nous garde de les voir prépondérants dans la direction des affaires publiques, ces hommes que l'un de nos plus spirituels confrères, l'un de vos contemporains au barreau, monsieur le président, appelait un jour : des *Jocrisses à têtes de Socrate* !

Notre pays aime, au contraire, à se sentir gouverné et à voir qu'un homme, même avec des passions, tient le gouvernail : Henri IV, Richelieu, Louis XIV, Napoléon, vivront éternellement dans la mémoire, parce qu'ils savaient ce qu'ils voulaient, qu'ils avaient un but vers lequel ils marchaient sans cesse ; ce n'est pas leur politique qu'on a été qualifiée par ces mots appliqués à tant de grands hommes d'Etat de nos jours ; ils ne savent pas ce qu'ils veulent, mais ils le veulent bien !

Lorsque Sieyès soumit le projet de sa fameuse Constitution au Premier Consul, celui-ci, avec sa merveilleuse promptitude d'esprit, vit de suite le rôle effaçé et réservé au chef de l'Etat, le Grand Electeur, malgré 3,000 hommes de garde, la jouissance du palais de Versailles et les 6 millions de traitement qui lui étaient attribués ! « Et comment avez-vous pu imaginer qu'un homme de quelque talent et d'un peu d'honneur puisse se résigner au rôle de cochon à l'engrais » de quelques millions ! »

Et le projet de Sieyès rentra dans le néant.

En résumé, ce que la France a toujours voulu, et ce qu'elle voudrait encore, c'est un chef s'inspirant de l'opinion saine du pays et ne marchant pas tantôt en avant, tantôt en arrière, selon les idées plus ou moins saugrenues qui germent dans la tête d'une majorité de sous-vétérinaires. Or, sans entrer dans l'examen des comptes de la justice criminelle, ce qui nous mènerait trop loin, il est certain que depuis que vous êtes au pouvoir, monsieur le président, les délits et les crimes ont augmenté et que le nombre des grâces s'est accru, ce qui est le contraire de la logique ; car ce n'est pas quand le flot monte qu'il faut abaisser les digues, si l'on veut protéger les terres voisines contre l'inondation.

Ce ne sont, certes, ni les rapports des chefs de parquets, ni la commission des grâces qui vous poussent dans cette voie de clémence exagérée ; et d'ailleurs, le fissent-ils, ils n'ont qu'un avis à émettre : vous n'êtes pas obligés de le suivre, car vous seul décidez souverainement.

Est-ce alors pour complaire à ceux qui, soit dans le Parlement ou en dehors de lui, attaquent sans cesse la police et la magistrature, et réservent toutes leurs sympathies pour les hommes qui menacent constamment de publiquement la société actuelle d'une dissolution prochaine ?

Mais, à côté de cette infime minorité, il y a l'immense majorité des honnêtes gens, le vrai peuple, sage et laborieux ; le bon bourgeois, comme vous et nous ; la population tout entière, en un mot, qui tient à être protégée contre les coquins et à conserver son champ, ses économies, son existence ! — Écoutez ceux-là, qui représentent la véritable opinion publique et qui disent tout haut que la mansuétude ne doit pas dégénérer en faiblesse stérile, et que si le crime de Marchandon n'avait pas eu autant de retentissement, vous auriez eu pour Gamahut, comme pour son complice, des trésors d'indulgence !

UN ANCIEN MAGISTRAT.

LES JÉROMISTES DU PARTI ROYALISTE

Bien souvent les royalistes nous reprochent les jérômistes. Ils oublient trop qu'ils ont aussi les leurs — avec cette différence toutefois que ceux que nous appelons les jérômistes du parti royaliste vont à la messe.

En effet, un *Congrès légitimiste* se réunit aujourd'hui même à Paris. La lettre d'avis précise ainsi le double but que se proposent les organisateurs de cette manifestation :

1° Affirmation solennelle de leur foi politique et religieuse ;

2° Recherche des moyens de propagande les plus propres à augmenter le nombre des défenseurs de la cause du droit.

Voici le programme du Congrès :

Vendredi 3 juillet. — A neuf heures du matin, réunion à l'église Notre-Dame-des-Victoires. (Prières pour le roi et pour la France.)

A quatre heures du soir, première séance du Congrès.

Samedi 4 juillet. — A deux heures du soir, deuxième séance du Congrès.

A huit heures du soir, troisième séance du Congrès. (Réunion solennelle.)

Dimanche 5 juillet. — A sept heures du soir, banquet, dans la grande salle des Fêtes de l'hôtel Continental (entrée par la rue Rouget-de-l'Isle). Le prix du banquet est fixé à 6 francs.

La commission d'organisation du Congrès légitimiste est ainsi composée :

PRÉSIDENT. — M. Charles de Verne, président de l'ancien comité royaliste de la Nièvre.

VICE PRÉSIDENTS. — MM. O. Hermand, président de l'ancien comité royaliste d'Eure-et-Loir ;

Blanc, président de l'ancien comité royaliste du douzième arrondissement.

MEMBRES. — M. Sébastien Laurence, ancien rédacteur de l'*Union*, ancien rédacteur en chef de la *Civilisation* ;

MM. général de Cithell-neau, vicomte d'Oret, ancien magistrat de la Restauration ; comte Léonor de Gibeins, membre de l'ancien comité royaliste de la Nièvre ;

M. de Cussy de Jucoville, membre de l'ancien comité royaliste du Calvados ; L. Philippe, membre de l'ancien comité royaliste du Nord ; comte Urbain de Mailé la Tour-Landry, vicomte Paul de Foresta d'Abbadie, membre de l'ancien comité royaliste de Bayonne ; comte Maurice d'Andigné, de Sazilly, membre de la Société d'agriculture de la Vienne ; de Guzy, Maurice, membre de l'ancien comité royaliste de l'arrondissement de Meaux ; vicomte Germain de Houssey ;

Véran, ancien directeur de l'*Etoile*, d'Angers ; comte Fernand de Meckenheim, Henri Marchand, fondateur et ancien directeur de la *Correspondance des deux Chambres*, rédacteur en chef du *Journal de Paris*.

Nous n'avons aucune observation à ajouter, et nous avons dit tout ce que nous avions à dire, quant à présent, on faisant remarquer que les royalistes ont également leurs jérômistes.

Outrage à l'Ecole

Qu'est-ce qu'un instituteur, et à quoi doit-il servir ?

Autrefois, la réponse à cette question eût été facile : un instituteur était un simple et modeste fonctionnaire, chargé de répandre l'enseignement primaire, et qui demeurerait dans sa sphère spéciale, où il était si utile et rendait tant de services.

Mais on a changé cela.

L'opportunisme a voulu faire de l'instituteur un vulgaire instrument de dés-organisation sociale, un propagateur de la libre-pensée, un outil politique, un agent électoral.

Ces jours derniers encore, avait lieu une réunion d'instituteurs dans un canton de Seine-et-Oise — qui est peut-être le canton de Palaiseau.

A l'issue du déjeuner, président de la délégation cantonale, et à l'instigation de ceux qui l'entouraient une conférence pédagogique, de bons conseils pour la gestion de leurs écoles.

Mais ce sont là des sujets que l'on dédaigne maintenant.

Ce président n'a donc trouvé rien de mieux que de parler politique à ses auditeurs ; il les a invités à s'intéresser tout particulièrement à la lutte électorale, et, en d'autres termes, il leur a fait connaître que l'on comptait sur eux pour favoriser de tous leurs efforts les candidats opportunistes.

Les instituteurs n'avaient rien à répondre.

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr. ; 6 mois, 27 fr. ; 3 mois, 13 fr. 50
 Le numéro, 15 centimes.

DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr. ; 6 mois, 32 fr. ; 3 mois, 16 fr.
 Le numéro, 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES. 1 fr. 50 la ligne.

Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co

Place de la Bourse, 8

ETAU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 14

Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

En Espagne

Don Alphonse XII vient de prouver qu'il est bien de la race des souverains. On sait que le conseil des ministres s'était opposé à ce que le roi allât visiter les cholériques à Murcie.

pour se donner un peu de prestige, s'était entouré du ministre de la guerre, de la marine, et de toute sa maison militaire.

**

Nous avons dit que les ambassadeurs marocains ont amené avec eux des chevaux qu'ils sont chargés d'offrir au président de la République, de la part de l'empereur du Maroc.

Aussitôt leur arrivée, avant-hier matin, ces chevaux, qui sont superbos, ont été conduits aux écuries du quai de l'Alma, et M. Jules Grévy est allé les examiner dans la journée.

Quoique enchanté de ce cadeau, M. Grévy aurait préféré des défenses d'éléphant; au moins il aurait pu en tirer des billes de billard.

Mais, que va faire M. Grévy de cette cavalerie ?

On nous assure qu'il aurait l'intention de monter un cirque afin d'utiliser les cadeaux à quatre pattes du sultan de Fez. M. Grévy possède déjà dans son gouvernement pas mal de pitres, d'aéroplanes et de clowns; il a maintenant des chevaux superbos. Que le spectacle commence !

**

Les feuilles d'été nous ont pas encore fait connaître quels sont les cadeaux offerts par M. Jules Grévy aux ambassadeurs de l'empereur du Maroc. Le premier devoir d'un journal bien informé étant de tout connaître, nous sommes en mesure de dire que M. Grévy a remis à chaque membre de l'ambassade orientale un exemplaire du discours qu'il prononça le 7 octobre 1884, sur la « suppression de la présidence de la République » ; magnifique tirage, du reste, relié en... marocain.

Par suite du mauvais temps de dimanche et lundi, la fête de la Bouchée de Pain a été remise à dimanche prochain, 5 juillet.

M. Zidler veut bien offrir de nouveau gracieusement le Jardin de Paris pour le jour et le soir, et, si le temps le permet, il y a tout lieu de compter sur une fructueuse recette, étant donné l'œuvre de bienfaisance de la Bouchée de Pain et les nombreux attrait qui offriront la vente de charité, la kermesse, la tombola et les jeux organisés pour les enfants.

M. Jules Simon a quitté hier Paris; il se rend dans les Calvados avec sa famille, à Villers-sur-Mer, où il compte passer la saison d'été et prendre quelque repos.

Le ministre des affaires étrangères a adressé à M. Saint-René-Taillandier, notre agent au Caire, un télégramme pour lui demander de recueillir tous les renseignements qu'il lui sera possible sur la mort d'Olivier Pain.

Hier jeudi, une foule des plus élégantes assistait, à l'église Saint-Louis-d'Antin, au mariage de M. Adrien Poiré, ingénieur civil, avec Mlle Marguerite Franceschi.

Le jeune marié est fils de M. Poiré, le chimiste distingué. Quant à la jeune mariée, qui semble elle aussi appelée au plus grand avenir comme statuaire, elle est fille du sculpteur bien connu et de l'aimable artiste Mme Emma Fleury.

Parmi les nombreuses personnes présentes, nous avons reconnu :

M. et Mme Binder; baron et baronne Jules Legoux; baron et baronne du Bourdieu; comte et comtesse Portalis; MM. Lehieux, Oppenheim et Faure.

L'« Orphelinat professionnel de jeunes filles », qui est fondé depuis bientôt seize ans, s'est donné la tâche de recueillir les petites filles privées de leurs soutiens naturels par la mort ou par l'abandon, et de les élever dans l'esprit de famille.

À ces pauvres déshéritées, promises à la misère ou à la honte, l'œuvre donne une profession, un métier qui leur permet de vivre par le travail, et une instruction morale qui élève la pensée et les protège contre la chute.

C'est donc un devoir pour nous que de signaler à la charité de nos lecteurs la matinée musicale et littéraire qui aura lieu dimanche prochain, à deux heures, rue Touvenot, à Auteuil, au profit de cette œuvre.

Mlle Madeleine Godard et Marie de Pierpont, M. Cazajus, l'excellent accompagnateur, des artistes de la Comédie-Française, et parmi eux Got, prêteront leur précieux concours à cette fête de famille qui sera précédée du tirage d'une loterie.

Une altercation des plus vives, suivie de voies de fait, a eu lieu l'autre soir à la sortie du théâtre du Palais-Royal, entre deux Parisiens connus, M. S. N., et Julien H., gros négociants de la rue du Sentier.

M. N., ayant fait chercher une voiture allait y monter avec sa femme, lorsque M. H., survint et le repoussa brutalement pour s'emparer du véhicule.

D'un bouclement et coups de poing. Les gardiens de la paix mirent fin à ce pugilat; mais M. N., se considérant, avec juste raison, comme offensé, a chargé deux de ses amis de demander raison à son agresseur.

M. H., se dérobe et prétend « qu'il ne se sent nullement offensé pour s'être livré à des voies de fait sur la personne de son adversaire et qu'il ne peut, en aucune façon, lui servir de plastron ».

M. H., redouté sans doute le coup de manche et les boutonnières; mais l'opinion publique, se faisant juge du différend, le renverra... avec des pans.

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 3 JUILLET

La température se relève presque partout. En France, le temps est au beau avec température normale.

À Paris, hier, le ciel a été nuageux.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent faible; mer belle.
Océan. — Vent faible; mer belle.
MÉDITERRANÉE. — Vent faible; mer belle.

Aujourd'hui, 3 juillet, le thermomètre

centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin..... + 15 5/8
A onze heures du matin..... + 22 5/8
A une heure du soir..... + 24 5/8
Température la plus basse de la nuit + 14 5/8

Le baromètre est à 765 millimètres.

ÉCHOS PARLEMENTAIRES

La commission du traité franco-chinois a repoussé hier, par 5 voix contre 4, la demande de communication des dépêches ministérielles, faite par M. Bernard-Lavergne. Cela ne pouvait manquer.

La commission chargée d'examiner la proposition de loi tendant à assouplir les propositions d'initiative parlementaire de la Chambre des députés, quand elles ont été transmises au Sénat : MM. Barbey, Brulle, Bozorian, E. de Lafayette, Guyot, Laveline, de Marcère, Magnin, de Verninac et Barthé.

Le rapport de M. Dubost sera déposé au cours de la séance de samedi.

Le ministre des affaires étrangères a mandata à la Chambre de fixer à lundi la discussion du traité.

Les bureaux du Sénat ont élu membres de la commission chargée d'examiner la proposition de loi tendant à assouplir les propositions d'initiative parlementaire de la Chambre des députés, quand elles ont été transmises au Sénat : MM. Barbey, Brulle, Bozorian, E. de Lafayette, Guyot, Laveline, de Marcère, Magnin, de Verninac et Barthé.

On n'a pas oublié que M. Jules Cazat a été obligé, à la suite des affaires du Canal d'Alsace, de donner sa démission de président de la Cour de cassation. — Indigne d'être magistrat, il n'en reste pas moins sénateur, et, bien pis, il vient d'être nommé rapporteur du budget de la justice.

On se souvient d'autre part, que M. Albert Grévy, nommé jadis, pour cause de favoritisme de famille, gouverneur de l'Algérie, n'a su que désorganiser cette colonie : — or, il vient d'être nommé, au Sénat, rapporteur du budget de l'Algérie.

Voilà comment on comprend les choses, au Parlement !

La séance du Sénat

Séance du 2 juillet

PRÉSIDENCE DE M. TEISSERENC DE BORT

M. Combe adresse au ministre de l'Intérieur plusieurs questions relatives à l'interprétation et à la mise en pratique de l'article 102 de la loi municipale réglant la nomination et la révocation des gardes champêtres.

Il se plaint de ce que les maires réactionnaires se servent de cet article pour révoquer les gardes-champêtres républicains.

M. Allain-Targé, ministre de l'Intérieur, répond qu'il ne peut pas discuter théoriquement une question qui est chargée d'appliquer. Il ajoute que le conseil d'État a fort bien résolu la difficulté soulevée par le préopinant, en reconnaissant au préfet le droit d'annuler la délibération d'un conseil municipal qui essaie de révoquer indirectement un garde-champêtre.

M. Lafont de Saint-Mar demande à M. le ministre de l'Intérieur s'il tiendra les promesses que son prédécesseur avait faites au sujet des subventions à accorder aux entreprises des chemins vicinaux.

M. Allain-Targé répond que les subventions de l'État vont être portées cette année à 15 millions, mais qu'il n'a pas l'intention de présenter le projet de loi. Le gouvernement de la République aura toujours le souci de cette importante question.

L'ordre du jour appelle la première délibération du projet de loi ayant pour but d'autoriser le président de la République à ratifier la convention conclue à Phouan-Penh le 17 juin 1884 entre la France et le Cambodge.

M. de Marcère demande l'urgence, qui est déclarée, malgré l'opposition de M. de Gavardie.

M. de Gavardie combat le régime des protectorats qui, pour la première fois, est érigé en principe.

L'article unique du projet de loi est adopté.

M. de Marcère demande qu'on mette à l'ordre du jour du Sénat la discussion du projet de loi relatif à la convention égyptienne.

M. de Gavardie combat cette demande. La mise à l'ordre du jour est ordonnée.

La prochaine séance est fixée à mardi, à deux heures.

La séance de la Chambre

M. Goblet a remporté, hier, une nouvelle victoire sur le budget des cultes. Il a demandé une augmentation de 100,000 francs pour le clergé d'Algérie et de Tunisie. On se rappelle que le cardinal Lavergne, pour se procurer les ressources nécessaires à l'entretien de ce clergé, est venu en France faire des prédictions et des quêtes qui ont, en effet, comblé, dans une certaine mesure, le vide du budget des cultes pour la colonie. Mais le ministre estime avec raison que ce moyen ne saurait être employé indéfiniment.

Il a insisté sur cette considération que le clergé d'Afrique se recrutait parmi les prêtres étrangers, si on ne fournissait à la population catholique maltaise, italienne, espagnole, des prêtres français. Notre influence dans ce pays est donc intéressée dans la question.

Le rapporteur, M. Jules Roche, dont le ministre nous paraît avoir rappelé un peu ironiquement « les inévitables convictions », a combattu l'augmentation demandée, en disant que si l'on réintérait au budget les crédits antérieurement supprimés, on ferait un véritable budget de Pénelope. L'intervention de la chaise épousa d'Ulysse n'a pas été décisive, et le crédit a été voté par 246 voix contre 215.

Le ministre a été moins heureux en appuyant un relèvement de crédit de 150,000 francs pour le mobilier des églises et presbytères, demandé par M. Rodat. Par 208 voix contre 207, l'amendement n'a pas été adopté. Une voix de majorité !

Rien à noter sur le ministère du commerce, si ce n'est une réclamation de M. Leydet au sujet de l'école de grosse chaudronnerie qui doit être installée à Nevers, et qui est encore à l'état de projet. La Chambre a jusqu'à présent refusé les crédits, et l'on ne saurait lui blâmer. Le besoin d'une chaudronnerie officielle, d'une chaudronnerie d'État, ne se fait pas absolument sentir.

Passons à l'agriculture. M. le baron de Ladoucette a interrogé le ministre sur la question des subventions aux comices. On sait qu'aujourd'hui les encouragements à l'agriculture sont devenus des encouragements à la politique et que les comices, suspects de fétideur républicaine, sont impitoyablement privés de

subventions. Par contre, la Société nationale qui s'est fondée à Paris pour propager, sous prétexte d'agriculture, les bonnes doctrines républicaines, emarge 25,000 francs au budget.

Le ministre, M. Hervé Mangon, qui paraît assez étranger aux choses de son ministère, a répondu vaguement qu'il s'en rapportait à ce qu'avaient fait ses prédécesseurs. Interrogé plus directement sur deux comices de la Vienne, ceux de Civray et de Loudun, qui ont été mis au pain sec par le préfet, malgré les propositions du conseil général, le ministre a déclaré qu'il n'était pas en mesure de s'expliquer. Les bureaux ne lui avaient pas fait son dossier.

Plusieurs membres ont beaucoup insisté pour obtenir une augmentation du crédit destiné à combattre le phylloxera. Ce crédit est de 1,250,000. M. Million a demandé qu'il fût porté à 2 millions. Il a montré la perte énorme qui résulte pour le Trésor des ravages de ce parasite et l'intérêt direct de l'État à aider les viticulteurs dans la lutte. M. le baron de Soubeyran a ajouté des détails caractéristiques à ceux donnés par M. Million. Dans la Vienne et dans les départements voisins, l'hectare de vigne qui valait de 18 à 15,000 francs est aujourd'hui tombé à 800 et 500 francs. La perte annuelle pour la richesse du pays est de un milliard et demi. M. le baron de Soubeyran estime qu'en opérant avec énergie on peut enrayer la marche du fléau.

M. Rouvier, président de la commission du budget et moins intraitable que le rapporteur, a demandé le renvoi de l'amendement à la commission.

Nous arrivons aux travaux publics qui ont fourni à M. Lebaut l'occasion d'interroger le ministre sur l'exécution des conventions, en ce qui concerne la révision des tarifs. Il résulte de la réponse du ministre que la Compagnie de l'Est est la seule dont le nouveau tarif ait été homologué jusqu'à présent. Avec la Compagnie de Lyon, l'accord n'est pas encore intervenu.

Nous aurions voulu que la Compagnie escamotât ses propositions, afin de pouvoir donner satisfaction immédiate à certains intérêts dont plusieurs des membres de la Chambre se sont faits les défenseurs : la réponse de la Compagnie a été négative; elle tient à l'intégralité, à l'unité de son système; elle a refusé de détacher, comme je le demandais, les parties relatives au bassin de la Loire, aux produits métallurgiques de cette région. (Bruit à gauche.)

Les négociations ont été engagées depuis ce moment, et M. Lebaut a un peu brouillé les dates en disant que j'avais annoncé, il y a deux mois, que les propositions allaient bientôt aboutir.

J'ai dit à Lyon, il y a environ trois semaines, que j'espérais, dans un délai de six semaines à deux mois, arriver à une solution.

Cet espoir, je l'ai encore. J'ai assez de confiance dans le patriotisme des administrateurs du Paris-Lyon pour penser que dans un bref délai nous arriverons à donner satisfaction au commerce français. (Bruit à gauche.)

Les négociations du Nord nous a présentés ses propositions le 1er mars 1884. Hier, le comité consultatif a terminé son étude. J'espère que, lorsque les Chambres rentreront, le nouveau tarif pourra être appliqué.

La Compagnie d'Orléans nous a adressé ses propositions le 23 octobre 1884. L'enquête est à peu près terminée. Le comité consultatif sera saisi prochainement.

Pour la Compagnie de l'Ouest, les propositions datent de décembre 1884; l'enquête préliminaire dure encore.

Reste le Midi. Ses propositions datent de novembre 1884. Au premier examen, le comité consultatif a décidé que les propositions ne pourraient être acceptées. On les a renvoyées à la commission pour qu'elle en rédigeât de nouvelles plus conformes à l'esprit des conventions.

Ces négociations n'intéressent que le commerce extérieur, et les tarifs de transit et d'exportation ne pourront être modifiés que lorsque le travail sera terminé pour les tarifs intérieurs.

On s'occupera samedi de la marine.

GAZETTE DE PARIS

LES FEMMES DE LETTRES MODERNES

SILHOUETTES

II

Madame Olympe Andouard

C'est à Maisons-Laffitte, tout au fond du parc merveilleux qui donne l'illusion d'une forêt tranquille, que nous trouvons la petite maison où Mme Andouard se repose de ses voyages et de ses travaux.

La grille vous a été ouverte, vous contournez la maison et pénétrez immédiatement dans une pièce très gaie, de plain-pied avec le jardin, dans laquelle entrent discrètement, par les fenêtres, les branches des arbres voisins.

Au mur, sont suspendues des ébauches dont la maîtresse de la maison est l'auteur : Mme Andouard a horreur de l'oisiveté; si elle ne fait pas tourner une table et n'est pas en conversation avec les esprits, c'est qu'elle écrit un livre en faveur des droits de la femme, qu'elle fait une aquarelle, à moins qu'elle ne soit occupée par une conférence en Suisse ou un voyage en Sibérie.

Ah! c'est que, malgré la beauté merveilleuse qui lui a été dévolue, elle nous a déclaré — à nous pauvres hommes, une guerre sans merci.

Son premier livre : *Comment aiment les hommes*, fut tout simplement un pamphlet contre notre malheureux sexe.

Quelques années plus tard, elle fonda un journal le *Popillon*. Cette malheureuse feuille ne pouvait traiter que de peu de questions, la politique lui étant interdite; Mme Andouard voulait avoir le droit de tout dire et se mit en mesure de verser le cautionnement nécessaire.

Un avocat de ses amis lui apporta que si tous les directeurs de journaux avaient ce droit, les directrices ne l'avaient pas. « Tout Français » pouvait diriger un journal politique, mais non toute « Française ».

Elle ne dit mot, mais avec son esprit endiablé elle mit la magistrature dans un cruel embarras; voici comment :

Avec intention, et pour poser ses prémisses, elle se fit surprendre en délit de chaise.

Le gendarme ne voulait pas verbaliser. Mme Andouard lui supplia.

Pardonnez-moi, monsieur, je vous en prie, fitez, lisez l'article du Code.

— Je lis, madame... « Tout individu... » — Mais je ne suis pas un individu... — Pardonnez-moi, madame... cela équivaut à « Tout Français ».

Mais je ne suis pas un Français.

— Il est sous-entendu aussi « Toute Française ».

Ah! très bien. — Je me rends, mais j'exige que cette explication soit mentionnée dans un des considérants du jugement.

— Ce sera fait, madame, dit le magistrat qui n'y voyait pas malice.

Quelques temps après, Mme Andouard se rendit au ministère et demanda à verser le fameux cautionnement.

— Mais c'est impossible, madame.

— Bah! pourquoi?...

— Lisez l'article du Code... « Tout Français... » pourra... Tout Français, vous entendez bien...

— Eh bien ?

— Eh bien, vous êtes une Française, ce n'est pas la même chose...

C'est alors que Mme Andouard exhiba le jugement conservé avec soin, dans lequel on la condamnait avec le considérant que l'on sait.

Le magistrat fut bien un peu interloqué; mais l'impossibilité professionnelle, il n'en refusa pas moins l'autorisation demandée, et répondit : « Pour les devoirs, les Françaises sont comprises dans cette dénomination, mais elles ne le sont pas pour les droits ».

C'est à la suite de cela que Mme Andouard publia : *Lettre aux députés, des Droits de la femme, la Femme dans le mariage, la Séparation et le divorce*.

Mme Andouard a visité une bonne partie du monde; ses voyages en Orient nous ont valu : *Les Mystères du Soudan, les Mystères de l'Égypte dévoilés, l'Orient et ses peuplades, Voyage au pays des Boyards, les Nuits russes*, etc.

Elle parcourut l'Amérique et en rapporta des notes pour les volumes intitulés : *L'ar-West, North-America*, etc.

Je ne puis citer aussi longtemps que je le voudrais de Mme Andouard; je renvoie les personnes désireuses de la connaître davantage à son volume *Voyage à travers mes souvenirs*, où elle raconte une masse d'anecdotes avec beaucoup plus de charme que je ne pourrais le faire.

Mme Alphonse Daudet

Parler de Mme Alphonse Daudet comme femme de lettres est une tâche bien difficile.

Elle a été la collaboratrice constante de son mari; il faut donc nommer parmi ses œuvres « *Proment jeune, le Nabab, l'Évangéliste* », et tous les romans du fils de Balzac.

Il n'y a pas une page de mes ouvrages, me disait M. Alphonse Daudet, qui n'ait été revue par elle; quelques-unes ont été entièrement réécrites de sa main.

Et de témoignage, M. Daudet a voulu le rendre public; une partie des exemplaires du *Nabab* porte cette dédicace :

« Au collaborateur dévoué, discret et infatigable, à ma bien aimée Julia Daudet, j'offre, avec un grand merci de tendresse reconnaissante ce livre qui lui doit tant ».

Cela n'est-il pas touchant et simple ? Ah! c'est que l'on s'aime saintement dans ce ménage célèbre. La maison de M. Daudet pourrait s'appeler la maison du bonheur. En entrant dans le salon ensoleillé de la rue Bellechasse, où les feuilles vertes des arbres se dévotent à travers les vitrages qu'elles égaient, on sent qu'on entre dans une atmosphère de calme, de travail et de paix. Le cœur s'ouvre doucement à l'accueil cordial que vous font les maîtres du logis, et ils sont si bons tous deux, si aimables, qu'ils se font pardonner leur bonheur même par les plus envieux.

Il y a, dans leur histoire, des détails véritablement touchants. En voici un, au hasard :

Le premier article que M. Daudet publia à Paris fut le compte rendu d'un volume de poésie dû à la collaboration, savez-vous de qui ? du père et de la mère de celle qui devait être Mme Daudet.

Cette collaboration n'est-elle pas délicieuse et n'y a-t-il pas un charme particulier dans ce premier article signé Alphonse Daudet ?

Élevée dans ce milieu patriarcal, Mme Daudet ne connaît pas les produits frelatés de la littérature commerciale; ses pensées, qu'elle relate dans ses moments de loisir, sont sincères, d'ailleurs, ou nous avons bien gagné, nous; ses pensées sont certes dans un style exceptionnellement pur, où la forme se présente naturellement élégante; la phrase coule de source, toute simple, toute loquace et ne devant rien de son éclat aux artifices modernes, aux habiletés apprises.

Pendant longtemps, Mme Daudet a publié dans l'*Officiel*, une série d'articles littéraires signés « Karl Stern » qui sont tout à fait remarquables. Elle fit ensuite paraître « l'Enfance d'une parisienne », « Fragments d'un livre inédit » et « Impressions de nature et d'art ».

Ce qu'on ne peut s'expliquer, c'est comment Mme Daudet peut trouver le temps de se livrer à ses réflexions si délicates, si particulières et de les écrire dans sa langue si pure, capable de peindre les nuances les plus légères.

Elle a élevé son fils aîné jusqu'à ce qu'il eût onze ans; le second, Zézé, prend chaque matin sa leçon dans le cabinet de travail de sa mère où l'on peut surprendre un jouet oublié; et c'est un tableau que n'oublieront jamais ceux qui l'ont vu, celui que forme cette femme supérieure conduisant le doigt mignon de son bébé sur les grosses lettres de l'alphabet, pendant qu'Alphonse Daudet, debout, les contemple tous deux de son regard voilé, si doux et si bon, la figure éclairée d'un tendre rayonnement.

EUGÈNE BRIEUX.

(A suivre.)

CHINE ET TONG-KING

L'imprévoyance coupable des républicains se révèle à chaque instant. Voici l'information que publie le *Temps* et qui lui est adressée de Marseille :

Le transatlantique le *Canada*, affecté par l'État pour transporter au mois d'avril des troupes au Tong-King, et arrivé du Tong-King avant-hier pendant la nuit, avec 574 militaires convalescents. Sur ce nombre, il y a 74 sous-officiers de diverses armes.

En traversant le canal de Suez, le *Canada*, selon les nouvelles prescriptions, désinfecté avec soin la litière, les vêtements, etc. Les cales ont été fumigées au sulfure.

Il y a eu un oubli singulier au Tong-King. Le capitaine du *Canada* n'avait reçu aucune instruction relativement au point où il devait débarquer ses passagers et,

ayant un chargement pour Marseille, il est venu directement dans ce port. Mais hier matin la place, n'ayant pas d'ordre, a refusé de recevoir les passagers. M. Passenard, directeur des transatlantiques, se rendit à l'intendance et déclara que, si l'on refusait de recevoir les troupes du *Canada*, le steamer les transporterait au Havre, son port d'attache. Enfin l'ordre fut donné de mettre les hommes à terre. On les a dirigés sur le fort Saint-Jean, sauf une vingtaine, qui ont été envoyés à l'hôpital.

Ces faits se passent de tout commentaire.

Dans un but facile à comprendre, on avait fait courir le bruit que les hostilités étaient de nouveau imminentes entre les Russes et les Anglais. Le fait est absolument contraire.

Voici ce que l'on écrit au *Standard* :

« Les nouvelles officielles reçues ici de Saint-Petersbourg sont en désaccord complet avec les bruits de guerre qui nous arrivent de Vienne. L'ambassadeur de France considère que la paix est assurée et compte partir bientôt en congé. On pense que l'arrangement conclu presque entre lord Granville et M. de Staal sera ratifié par lord Salisbury. »

Lettres d'Italie

(Correspondance particulière de la Patrie.)

Rome, 30 juin.

Quel sera le nouveau ministère ? Voici la question qui occupe à présent l'attention de tout le monde chez nous. Pour la résoudre, si c'est possible, ce n'est pas en attendant, si bien difficile, il n'y a qu'un moyen : celui de remonter à l'origine de la crise. Pour les uns, il ne s'agit là que d'un blâme infligé à la politique coloniale de M. Mancini. Pour les autres, on a voulu frapper non seulement ce dernier, mais le ministère tout entier, dont on reprochait la politique faible, surtout à l'Intérieur; pour ceux-ci, c'est la droite qui a lâché pour un instant « le Premier », afin de l'obliger à se rapprocher encore davantage d'elle; pour ceux-là, c'est la gauche qui a voulu chasser le vieux de Stradella pour ses coquetteries avec MM. Minghetti et Ciccio.

Comme vous voyez, c'est à y perdre la tête. Pour se tirer d'affaire, il suffirait de dire que dans toutes les opinions susmentionnées il y a du vrai; ce qui ne serait pas cependant toute la vérité. Certes, on n'approuve pas la politique coloniale de M. Mancini, quoique, à ce propos, il faille remarquer que celui qui lui reprochait le plus aujourd'hui sont ceux mêmes qui l'ont le plus poussé autrefois. Personne n'a jamais cru que M. Mancini, qui est un excellent avocat, fut un bon ministre des affaires étrangères; mais il est sûr que si l'Angleterre n'avait pas eu des revers au Soudan, très probablement tout le monde aurait trouvé que la politique extérieure de M. Mancini avait été splendide. C'est donc le succès qui lui a manqué, c'est le prince de Bismarck qui n'en veut plus, chuchotent les malins. Il est donc bel et bien enterré. Mais alors, quel est plus facile que de le remplacer et de le remplacer à la Chambre avec le ministère tel qu'il était auparavant ?

C'est ici que la question se complique. La droite veut qu'on lui donne un portefeuille; la gauche en veut un autre, et un autre aussi le centre-gauche, l'extrême-droite, le centre proprement dit, la gauche, l'extrême-gauche, les radicaux. Bref, M. Depretis, qui l'on accuse d'être un peu détrempé, tout ce monde, devrait créer autour de lui un cabinet d'opinion politique à la Chambre. Je dis opinion et non partis, parce que, à l'heure qu'il est, notre Parlement est composé de groupes, de fractions, mais non de partis. Chaque groupe a son chef, qui est le ministre désigné. Si on ne choisit pas celui-ci, on n'appuiera pas le ministère.

Pour appeler les choses par leur nom, nous nous trouvons en présence d'un nombre incalculable d'ambitions, qui ne se soucient d'une chose : le pouvoir; le reste n'y entre pour rien. Par conséquent, tous les journaux de la capitale, la *Gazzetta d'Italia*, la *Rassegna*, la *Riforma*, la *Bersagliere*, l'*Opinione*

nissure de l'impératrice. — Ce qui, naturellement, fut cause de la vogue de sa maison et, par suite, de sa fortune.

Or, en 1871, alors que M. de Kératy était préfet de police, on lui amena un individu qui disait être un uhlman prussien, un espion allemand auquel la foule voulait faire un mauvais parti. L'homme fut mis en présence de M. de Kératy qui, levant les yeux sur l'uhlan annoncé, reconnut Worth, le courtier impérial.

Cet homme n'est pas un uhlman, dit alors le préfet de police, c'est Worth, le courtier de l'impératrice.

Alors, bien fait, parlant en de l'impératrice, s'écria l'homme. Elle est partie sans me payer les costumes qu'elle me doit !

C'est ainsi que, pensant flatter un représentant du nouveau régime en débâillant contre celle à qui il devait en grande partie sa fortune, Worth se montra reconnaissant.

Profondément étonné, M. de Kératy renvoya avec mépris le courtier, qui avait, en cette occasion, fait preuve d'un manque absolu de courage et de dignité.

Ajoutons que nous tenons cette anecdote d'un témoin présent à cette scène et que nous défions l'intéressé d'en contester l'authenticité.

On voit que ce n'est pas par excès de délicatesse que pêche la maison Worth.

Faits divers

La catastrophe du quai Montebello. — Voici de nouveaux détails sur la découverte des cadavres des jeunes gens sous les débris du quai Montebello, découverte que nous avons annoncée hier dans nos Dernières Nouvelles.

Hier matin, trois gardiens de la paix, nommés Falié, Valet et Wilhelm, en surveillance près du quai, ont aperçu une jambe émerger des débris. Ils prirent un bâton et, tirant la jambe à eux, ramenèrent le corps d'un homme.

Au même moment, un sieur Lucas, qui passait sur le pont de l'Archevêché, étant descendu sur le quai pour voir ce qui se faisait, les gardiens, vêtus également d'un corps de garde, ont aperçu un corps qui se débattait à peu près au même endroit : il aida les agents à le retirer de l'eau, ainsi que l'autre.

Le premier est celui d'un jeune homme de 15 ans, François-Albert Fadenille, demeurant chez ses parents, qui sont concierges, 23 bis, place Mubert.

Depuis la catastrophe du quai de Montebello, la pauvre mère de ce jeune homme était comblée de soins, convaincue que son fils était cet enfant au moment de l'éboulement et qu'il devait y avoir trouvé la mort.

Elle fit plusieurs déclarations dans ce sens aux gardiens de la paix de service au quartier et chez le commissaire de police ; elle allait tous les jours, deux ou trois fois, jeter un regard anxieux sur les dalles de la morgue.

L'autre victime retrouvée est un jeune homme de dix-neuf ans, Jules Chamillat-Hérault, ouvrier relieur, demeurant chez sa mère, 13, rue Julien-le-Pauvre ; c'est l'ainé de trois enfants et son travail seul faisait vivre depuis longtemps la famille, le père étant mort et la mère sans ouvrage et presque impotente.

Quant à la découverte d'un troisième cadavre, celui d'une femme, elle n'est pas confirmée.

Les obsèques des deux victimes auront lieu demain, aux frais de la Ville.

Tentative de meurtre. — Dans la journée d'hier, des cris partaient d'un terrain vague situé rue Neuve-les-Boulets. Des gardiens de la paix débâtèrent dans le terrain et y virent une femme, âgée d'une vingtaine d'années, étendue dans une mare de sang ; un individu la frappait avec un bâton. On transporta la malheureuse dans une pharmacie, où le docteur Delinac constata deux blessures au ventre faites à l'aide d'un instrument en fer, plus des contusions sur toutes les parties du corps. Cette malheureuse a dû être transportée à l'hôpital Saint-Antoine. Elle se nomme Loyal Adèle, âgée de vingt-cinq ans, chiffonnière, rue Sainte-Marguerite, 11. Elle a déclaré que c'était le sieur Rodier, avec lequel elle demeure, qui, pour avoir l'argent qu'elle portait, l'avait mis dans cet état. On n'espère de la sauver.

Le meurtrier a été arrêté et envoyé au Dépôt.

Incendie de Montreuil. — Le feu s'est déclaré ce matin à quatre heures, chez M. Decamps, nourrisseur, Grand-Rue, à Montreuil.

Les pompiers de cette commune, ceux de Vincennes, ainsi que les hommes du poste de la rue Jeanne-d'Arc, ont amené une pompe à vapeur, attaquant l'incendie.

Une partie seulement de l'immeuble a pu être préservée. Les bestiaux ont été sauvés.

Les pertes s'élèvent à 25,000 francs environ.

C'est la troisième fois depuis deux ans que des incendies se déclarent chez M. Decamps.

Parents démentés. — Un ancien huissier, demeurant boulevard de la Chapelle, a été arrêté et envoyé au Dépôt.

pelle, nommé L..., marié, est père d'une petite fille de deux ans, retirée de nourrice depuis quelques jours.

L... n'aime pas les enfants en général et il déteste les siens. Il occupe un logement donnant sur une cour. Les voisins, depuis un mois, n'entendaient que des cris perçants sortir de chez lui. Par les fenêtres donnant vue chez L..., ils étaient les témoins indignés des scènes les plus révoltantes.

L... armé d'un énorme martinet, frappait sa petite fille ou bien la bousillait de coups de poing avec une brutalité féroce.

Sa femme faisait comme lui, et tous les jours les mêmes faits se renouvelaient.

L'indignation du voisinage amena l'intervention du commissaire de police.

L'enfant a été examinée par un médecin et les corps étaient meurtris sur toutes les parties, couvert d'ecchymoses, de plaies vives et de cicatrices.

Elle a été retirée aux époux L... et confiée à l'assistance publique.

Vol au cautionnement. — Un nommé Stain, qui avait fondé tout récemment une agence au numéro 63 de la rue Monge, vient de prendre la fuite après avoir fait un nombre considérable de dupes.

Il offrait des emplois de 5 ou 600 fr. par mois, moyennant le versement de 3,000 fr. à titre de cautionnement. Mais, comme on le devine, les malheureux employés, dont la besogne consistait tout simplement à relever des adresses dans le Bottin, ne touchaient jamais leurs appointements. Las d'attendre, quelques-uns d'entre eux ont porté plainte, mais lorsque M. Evrard, commissaire de police, s'est présenté, hier matin, au domicile du filou, celui-ci avait déjà décampé en laissant la clef sous la porte.

Incendie rue du Faubourg-Saint-Honoré. — Un incendie, dont on ignore les causes, s'est déclaré chez M. Bonnem, architecte, 233, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

Les dégâts matériels sont évalués à dix mille francs, indépendamment des dégâts personnels qui sont considérables. M. Bonnem possédait une collection unique de gravures relatives à l'art ancien, qui a été consumée.

Les pompiers des casernes de Pontneuf, rue Blanche et de l'Arc de Triomphe, sous les ordres du capitaine Mercier, ont pu se rendre maîtres du feu après une heure de travail.

Les dégâts sont évalués à plus de cent mille francs.

Vieillard égaré. — Avant-hier soir, vers six heures, M. R..., âgé de quatre-vingt ans, de passage à Paris, voulant traverser la rue, s'est aventuré sur la chaussée à l'angle de la rue Paradis et du faubourg Poissonnière. La circulation est des plus actives à cet endroit, le soir. Le vieillard, effrayé par les cris d'avertissement qui lui arrivaient de tous côtés, a perdu la tête et s'est jeté sous les pieds d'un cheval attelé à une voiture de la Compagnie l'Urbaine.

Le malheureux a été piétiné malgré tous les efforts du cocher.

Les passants l'ont relevé et transporté dans une pharmacie où on constata de graves blessures sur tout le corps.

M. R... est mort dans la nuit des suites de ses blessures, à l'hôtel où il était descendu, boulevard Densin, et où il avait demandé à être transporté.

Enfant brûlé. — Un terrible accident est arrivé hier matin, rue des Thermopyles, 35.

A cette adresse demeurait chez sa grand-mère, Mme Reveret, établie blanchisseuse, un jeune enfant de huit ans, nommé Charles Lamy. Provenant de l'absence de Mme Reveret, l'enfant voulait allumer le feu et communiqua les flammes à ses vêtements. Quand, attirés par ses cris, les voisins accoururent pour lui porter secours, il se roula sur le plancher, en proie aux plus atroces souffrances. Il avait subi des brûlures sur différentes parties du corps, notamment au bas du ventre et au visage.

Ce pauvre enfant a été transporté dans une pharmacie voisine où il a reçu les premiers soins, puis, de là, à l'hôpital Necker.

Son état est désespéré.

Nouveaux instruments de secours contre les incendies. — L'important secours contre l'incendie va recevoir de nouvelles et précieuses améliorations.

Citons entre autres la très prochaine mise en œuvre de manches de toile d'un nouveau modèle, qui pourront amener une distance de cinq cents mètres les torrents d'eau sur le foyer des incendies.

L'état-major des sapeurs-pompiers étudie, en ce moment, divers projets, dont l'adoption aurait, croit-on, pour effet de simplifier la manœuvre de ces corps d'élite, tout en rendant son action beaucoup plus efficace.

DEPARTEMENTS

Indre-et-Loire. — Un nouveau journal politique quotidien vient de paraître à Tours, sous ce titre : *Indre-et-Loire*. Le nouvel organe se propose de défendre les intérêts conservateurs libéraux.

Seine-Inférieure. — Dimanche 5 juillet,

à 3 heures et demi, dans la cathédrale de Rouen, grand concert religieux. Chants sacrés du moyen-âge, dirigés par M. Michéol, maître de chapelle à Paris. Concert par M. Bonhomme, curé de Grenelle. L'orgue sera tenu par M. Gigout.

Rhône. — M. Granjon, sous-lieutenant de cuirassiers, en garnison à Lyon, revenant de la manœuvre au Grand Camp, quand son cheval s'abattit. Le cavalier fut tué sous sa monture.

L'animal voulut se redresser à plusieurs reprises et chaque fois retomba lourdement sur son cavalier, qui fut relevé sans connaissance.

Transporté aussitôt à l'hôpital militaire, tous les soins lui furent prodigués par les médecins militaires auxquels s'étaient adjoints plusieurs sommités médicales de Lyon ; mais il succomba sans avoir repris connaissance.

Tarn. — Mardi dernier, à Alban, le nommé Montels, charretier, conduisait une charrette pesamment chargée et traînée par trois chevaux.

Au moment où la charrette arrivait au tournant d'une rue, une femme glissa et tomba sous le brancard.

Montels sauta sur ses bêtes et les fait reculer, mais un enfant qui se trouvait derrière le cheval fut renversé et écorché.

Les personnes qui se trouvaient derrière la charrette poussèrent de grands cris, excitant les chevaux qui repartirent avant que la femme ait eu le temps de se relever. La charrette lui passa aussi sur le corps.

Les deux victimes sont mortes sur le coup.

Vaucluse. — CHATS ET CHIENS. — Jusqu'à présent Paris avait eu le monopole des gibettes de chats baptisées audacieusement lapins par ces sinistres fumistes qui s'infiltrent effrontément dans les restaurants. Mais voici que la province se met à suivre l'exemple de Paris. — Les restaurants sont ceux qu'on aime de préférence.

Voici la nouvelle qui nous arrive d'Avignon :

La police vient de faire une descente au fond d'un des bas quartiers de la ville dans une maison mystérieuse où l'on engraisait à ravir des chiens et des chats dont la chair se vendait aux amateurs en sautoir et en chiens comme de la viande d'agneau et celle des chats comme de la viande de lapin.

Au moment où les agents ont pénétré dans cette maison, il y avait 20 chiens et 21 chats.

Autrefois, il n'y avait plus de Pyrénées ; aujourd'hui, il n'y a plus de fortifications !

Démographie ou Statistique

DES NAISSANCES ET DÉCÈS DE LA VILLE DE PARIS DU 21 AU 27 JUIN 1885.

Il y a eu, pendant la dernière semaine, 1,166 naissances, dont 608 du sexe masculin et 558 du sexe féminin.

Le chiffre des décès est resté à peu près le même : 892 au lieu de 895. La mortalité parisienne continue donc à être très faible.

La fièvre typhoïde est toujours rare : 13 décès au lieu de 16. Il en est de même de la petite vérole : 2 décès au lieu de 1 ; de la scarlatine : 2 au lieu de 6 ; de la coqueluche : 4 au lieu de 2.

Le nombre des décès par rougeole : 26 au lieu de 40, a sensiblement baissé. Le chiffre actuel est un des plus faibles qu'on ait observés depuis le commencement de l'année.

Le croup, au contraire, s'est aggravé : 33 décès au lieu de 18.

La pleurésie pulmonaire est restée stationnaire : 162 décès au lieu de 161. La bronchite aiguë a fourni 11 décès au lieu de 13 ; la broncho-pneumonie, 15 au lieu de 18 ; la pneumonie, 53 au lieu de 41.

La diarrhée infantile, qui sévit surtout chez les enfants mal soignés, est assez fréquente : 87 décès au lieu de 82 ; mais elle n'a pas encore atteint toute sa gravité ; c'est surtout pendant les fortes chaleurs de juillet et août qu'elle fait le plus de victimes.

D. H. V.

CHRONIQUE JUDICIAIRE

L'affaire Deroulède

MM. Savoye et Bourdon avaient attaqué, dans un journal spécial, la gestion des conseils de la ville de Paris. Gestion qui, par leur, avait coûté au directeur de la Ligue des Patriotes, 70,000 francs de sa propre fortune.

M. Deroulède les poursuivait en diffamation.

Il poursuivait, en outre, un membre du barreau, M. Marot, à l'occasion de propos tenus dans une réunion.

Faisant droit aux réquisitions de M. le substitut Jambou, le tribunal a condamné solidairement :

MM. Bourdon et Savoye, chacun à 1,000 francs d'amende et à l'insertion du jugement, à leurs frais, dans dix journaux, au coût maximum de 200 francs par insertion.

M. Marot à 500 francs d'amende et à l'insertion du jugement dans cinq journaux à 100 francs l'un.

Une demande reconventionnelle de M.

gens, ou s'intéresse à ce qu'ils font, ou à ce qu'on leur fait faire ; car, la pauvre innocente ! ça n'est pas elle, bien sûr, qui a demandé à s'en aller... Qui sait ce qu'elle va devenir, à présent ? Ici, elle était heureuse ; et vous, monsieur, qui vous faisiez plaisir de la voir... Enfin, la voilà partie, et pour longtemps, à ce qu'il paraît... jusqu'à son mariage !... Mais ça n'est pas une raison pour vous rendre malade !

Et toi, Julie, voyons, franchement, est-ce que cela ne te fait rien, de la savoir pour toujours éloignée de nous, cette pauvre enfant que tu étais avec une tendresse dont je te suis reconnaissant ?

— Oh ! que si, monsieur, que ça me fait de la peine et beaucoup !... Et la preuve, c'est que, moi aussi, j'ai voulu la voir partir. Mais je ne savais pas que, dans la salle à manger et moi dans la cuisine, nous faisions la paire dans cette partie de désolation !

Ces dernières paroles frappèrent Claude Martel. Sa vieille gouvernante avait-elle donc surpris la vérité ? Avait-elle reconnu, elle aussi, celle qui enlevait l'enfant ? Il ne put résister à la tentation d'éclaircir son doute à cet égard.

— Ah ! vraiment, dit-il d'un air inquiet... tu as vu... quand l'enfant est montée en voiture ?

— Oui, monsieur... j'aurais bien voulu descendre dans la cour pour l'embrasser encore une fois, la chère petite. Mais ça aurait peut-être contrarié Mme Tavy, à cause de l'autre personne, vous comprenez ?

Claude Martel tressaillit visiblement.

Julie continua :

— Je suis donc restée dans la cuisine... Par exemple, monsieur, voulez-vous savoir ce qui m'a enragé au milieu de mon chagrin ? C'est que je n'ai pas pu voir la figure de la diablesse de grande dame qui emmenait Marthe. Quand elle s'est démasquée pour embrasser Mme Tavy, c'était comme un fait exprès :

— Et aujourd'hui, n'était-ce pas justice ? montait en grade avec les années, elle était devenue, en quelque sorte, le ministre de l'intérieur chez celui que, dans son âme et conscience et avec une tendresse respectueuse, elle regardait un peu comme son enfant.

— Tu as raison, ma chère Julie ; grand-moi, je le mérite, dit Claude Martel en rendant son verre, après avoir bu.

— Vous gronder ? Qui est-ce qui en aurait le courage, puisque vous aviez votre tort ? Je me doute bien, d'ailleurs, de ce que vous a attiré ici, allez !... Mais, une fois l'affaire finie, pourquoi êtes-vous resté là, à grolotter ?

— De quelle affaire veux-tu parler ? interrogea-t-il vivement.

— Eh ! mon Dieu, vous le savez bien, cher maître... Vous avez voulu voir le départ de la petite, n'est-ce pas ? Oh ! c'est bien naturel. Quand on aime les

Savoye contre M. Paul Deroulède s'est terminée par la condamnation de ce dernier à 10 francs d'amende.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

LE MONOPOLE DES AGENTS DE CHANGE. — Les agents de change ont, dans les négociations de valeurs mobilières, les particuliers jugent à propos de recourir à un intermédiaire, un véritable monopole que la loi et les règlements leur confèrent.

Ce monopole, disent les décrets ou ordonnances, s'applique à toutes les valeurs susceptibles d'être cotées.

Or, qu'entend-on par ces mots : susceptibles d'être cotées ?

La jurisprudence des tribunaux et des cours d'appel n'a pas jusqu'à présent été unanime sur ce point.

Mais la cour de cassation a parlé, et l'arrêt qu'elle vient de rendre peut se résumer comme suit :

Les valeurs, autres que les effets publics, auxquelles s'applique le monopole des agents de change à raison de ce qu'elles sont susceptibles d'être cotées, sont celles qui, jugées aptes à être portées sur le catalogue officiel de la cote, ont été admises par le syndicat à y être inscrites et sont, par suite, appelées à figurer sur le tableau journalier de la cote et des cours.

Par conséquent, toutes les valeurs que le syndicat des agents de change n'aurait pas admises à figurer sur la cote officielle pourraient régulièrement être négociées par d'autres intermédiaires, banquiers, colporteurs, changeurs, etc., et la nullité de la négociation de ces valeurs ne saurait désormais être invoquée sous le prétexte qu'elle a eu lieu en dehors du parquet des agents.

LA BANQUE D'ESCOMPTE vient de constituer au capital de 250,000 francs une petite « Société des perfectionnements de l'éclairage ».

Elle a pour objet : l'exploitation des brevets de la Société d'Éclairage dont il est fait apport à ladite Société ; l'achat, la vente, l'échange ou l'apportement de tous procédés, brevets ou certificats d'addition se rapportant à l'éclairage ; la fabrication, l'expérimentation publique ou privée, le placement des appareils et tous travaux d'entretien d'appareils d'éclairage et de leurs accessoires.

Nous avons fait connaître tout dernièrement les résultats principaux de l'assemblée qu'on a tenue à Londres, le 23 juin, les actionnaires de la Banque ottomane.

Ces résultats se traduisent par un bénéfice de livres sterling 643,384, qui, déduction faite des frais généraux, donne un bénéfice net de livres sterling 462,260 — soit 11,656,500 francs.

Conformément aux propositions du conseil d'administration, un dividende de 16 shillings — soit 20 fr. — par action a été décidé. En outre, une première somme de liv. sterling 62,829 a été affectée au fonds de réserve, et une seconde somme de liv. sterling 7,689 reportée au compte de l'exercice courant.

Pour qui connaît les opérations de la Société et a pu lire le rapport du conseil, les différents résultats consignés plus haut — c'est le point sur lequel nous voulons particulièrement insister — sont bien réels. Ils témoignent d'une gestion à la fois honnête, prudente et habile, considération que, dans les circonstances actuelles, on ne saurait trop apprécier.

AVIS ET COMMUNICATIONS

FISCHER, opticien-oculiste, 7, rue de la Paix, application de verres spéciaux pour toutes les vues, fatiguées, affaiblies ou malades.

Un employé d'une grande administration, chargé de famille, pouvant disposer de plusieurs heures par jour, désire la cession d'une propriété à Paris. Il peut donner les meilleures références.

Ecrire : P. B., poste restante, bureau 36, rue de Valenciennes, Paris.

GAZETTE THÉÂTRALE

Nous sommes heureux de pouvoir constater ici que la matinee d'aujourd'hui qui a eu lieu hier au Trocadéro, au profit de M. Lacrossière, a très bien marché ; elle a produit près de sept mille francs.

La saison théâtrale a été très brillante.

LES GRANDS MAGASINS DU Printemps

ont l'honneur de donner avis que la Vente extraordinaire "AVANT INVENTAIRE" commencera.

Lundi 6 Juillet

RUGGIERI, artificier

DELAPERBIÈRE et DUBA

SUCCESSIONS

donnent les bureaux étaient 5, place Blanche, à Paris, sont transférés, 83, rue d'Amsterdam.

FEUX D'ARTIFICE

de 25, 50, 75, 100, 150 et 200 fr., tout en ballons, pouvant se tirer partout, dans les châteaux, villas, etc.

Envoi franco des dessins prospectus.

HOTEL CONTINENTAL

MENU

DU Dîner du 3 Juillet

Potage Crécy

Hors-d'œuvre variés

Salade à la portugaise

Pommes de terre à l'anglaise

Contre-filet piqué à la marseillaise

Croquettes de homard Washington

Poulardes de Houdan

Salade

Artichauts à l'italienne

Baba au rhum

Bonnes viennoises

Fruits et desserts variés

Médor en carafes

SAVES DE L'HOTEL CONTINENTAL

3, rue de Castiglione, Paris

Vins fins et spiritueux de toutes qualités

Vins ordinaires :

En bouteilles 1 1/2, 1 1/4, 1 1/2, 1 1/4

(verre compris)

En barrique à domicile dans Paris :

225 * 250 * 275 * 300 *

Vin d'office :

La barrique franco à domicile 180 francs

et 1 franc la bouteille.

Livraison immédiate dans Paris.

Expédition par caisses ou paniers assortis.

CHAMPAGNE : GEORGE GOULET

LA PATRIE est distribuée chaque jour à tous les voyageurs de l'HOTEL CONTINENTAL.

MAISONS RECOMMANDÉES

BOUSQUIN Pâtes alimentaires, 23, gal. Vivienne.

TAPIOCAS au Cacao (pour enfants)

Jarret

Arquebuser, 22, rue Richer

Au Paradis des Enfants

455, rue de Rivoli.

Pharmacie Normale, 19, rue Drouot.

Labourdette, carrossier, 106, avenue Malakof.

Reynaud, chemist

(Spéc. flanelle ou pin Silvestre), 22, rue de la Paix.

A la Religieuse

Deuil, — 5, rue Tronchet.

Deivaux. Porcelaines, 18, rue Royale.

Thonet frères

Mobilier bois courbé, 15, boulevard Poissonnière.

E. Bourgeois

Grand dépôt porcelaines, 21, rue Drouot.

Feuilleton de la Patrie

DU 4 JUILLET (3)

LA PETITE MARTHE

HISTOIRE PARISIENNE

V

La gouvernante lui surpris d'abord de rencontrer la son matrice ; mais l'étonnement, chez elle, fit vite place à l'ingénuité, quand elle remarqua ses traits pâles et bouleversés.

— Mon Dieu ! dit-elle d'une voix tremblante d'émotion... vous avez l'air souffrant, monsieur Claude ?

— C'est vrai, ma bonne Julie, je ne suis pas bien... répondit-il avec un embarras mêlé de confusion... Figure-toi que tout à l'heure, la près de cette fenêtre, je me suis senti bêtement pris d'étonnement, de faiblesse... Mais voilà déjà que je me sens mieux, ajouta-t-il en souriant.

